

M. Sharp: Ce serait très difficile, j'en conviens; le problème, c'est qu'au cours des négociations, on a adopté certaines attitudes. Certaines de ces attitudes découlent d'un malentendu, mais cela n'a pas vraiment d'importance. En fait, les partis politiques ont commencé à prendre position. C'est pourquoi le tout est devenu une question électorale. C'est malheureux, mais c'est comme ça. Je crois qu'aux Etats-Unis également, on a ouvert le débat à ce sujet dans certaines circonscriptions du Congrès de certains Etats. Voilà une des réalités auxquelles un homme politique doit faire face. L'art du politique est l'art du possible, et c'est également l'art du compromis. C'est pourquoi je crois qu'à longue échéance, nous viendrons à bout de résoudre le problème. Toutefois, la façon d'aborder la question a pour effet d'aggraver les difficultés au lieu de les minimiser.

Reporter: De sorte qu'il serait réaliste d'affirmer que cette question n'est pas susceptible d'être réglée avant la tenue des élections dans l'un et l'autre pays.

M. Sharp: C'est-à-dire que je connais la date des élections dans votre pays, mais je ne sais pas quand les nôtres auront lieu. Nous n'avons pas encore pris de décision à ce sujet. Je dirais donc qu'advenant des élections prochaines, il serait difficile d'en arriver à un règlement avant les élections. D'autre part, comme j'ignore la date des élections au Canada, je ne puis vraiment pas donner de réponse plus précise.

Reporter: On a beaucoup parlé des concessions que devrait faire le Canada. Quelles sont les concessions que le Gouvernement canadien souhaiterait que les Etats-Unis fassent en matière d'échanges commerciaux?

M. Sharp: Nous pouvons avoir de nombreux "griefs" contre les Etats-Unis en matière d'échanges, tout comme les Etats-Unis en ont à notre endroit. Par exemple, il y a cette prétendue clause de fabrication dans le domaine de l'édition par laquelle les Etats-Unis nous empêchent d'imprimer des livres au Canada-- de publier des livres au Canada. Il y a les restrictions très rigoureuses dont vous frappez l'uranium. Nous disposons de quantités considérables d'uranium que nous souhaiterions bien vendre aux Etats-Unis. A ce sujet, nous estimons que votre démarche est une entorse aux accords commerciaux que vous avez conclus avec nous. Nous avons donc un certain nombre de points litigieux que nous aimerions négocier avec les Etats-Unis. C'est pourquoi nous nous inscrivons en faux contre l'idée selon laquelle c'est le Canada qui devrait faire des concessions sous prétexte que certaines choses irritent les Américains. Il se trouve que nous aussi avons des sujets d'irritation, et que c'est au cours de négociations commerciales qu'il est possible d'aplanir ces difficultés. Je dois toutefois ajouter que je suis très heureux de constater que les Gouvernements tant canadien qu'américain sont favorables à une seconde ronde de négociations. Nous avons éprouvé une vive satisfaction lorsque le Gouvernement des Etats-Unis a clairement indiqué qu'il favorisait la libéralisation du commerce, car c'est là notre politique depuis le début.